



VILLE DE GASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt cinq

le : Quatre décembre à 18 heures 00

Le Conseil Municipal de la Commune de Gassin dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne-Marie WANIART, Maire,

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 novembre 2025.

Membres présents : Agnès MARTIN, Séverine VILLETTE, Didier SILVE, Hervé BERNE, Sylvie BRUNET, Elisabeth DIGNAC, Anne-Marie MARCELLINO, Chantal SIMONI, Serge VOTA, Patrice REYNAUD, Mélanie CASCANT, Florian MARQUES, Solène PESCH.

Nombre de Conseillers :	
en exercice	21
présents	14
votants	18

Membre(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :

*Monsieur François MATTON à Madame Sylvie BRUNET,
Madame Florence BEC à Madame Agnès MARTIN,
Madame Caroline FUCHS à Madame Séverine VILLETTE,
Monsieur Sébastien BRUNO à Monsieur Hervé BERNE.*

Certifié exécutoire compte
tenu de la réception en
Sous-Prefecture
le : 08/12/2025
et de la publication sur le
site internet
le : 09/12/2025

Membre(s) absent(s) :

*Monsieur Karim JERIBI
Monsieur Grégory HERMELIN
Monsieur Anthony AMSTER*

Secrétaire de séance : Madame Séverine VILLETTE.

N° 25/71

OBJET : RECENSEMENT DE LA POPULATION 2026

Rapporteur : Madame Anne-Marie WANIART, Maire,

Dans le cadre de la campagne nationale de recensement organisée par l'INSEE, la commune doit mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la collecte des données démographiques. Cette opération, qui se déroulera du **15 janvier au 14 février 2026**, est essentielle pour déterminer la population légale, base de calcul des dotations de l'État et de nombreux dispositifs publics. Elle permet également d'adapter les équipements et services aux besoins réels des habitants. La présente délibération vise à organiser localement cette opération en désignant les agents recenseurs et les coordonnateurs d'enquête.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment son titre V,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS N° 25/71 DU 4 DÉCEMBRE 2025 (SUITE)

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population, modifié par le décret n° 2024-888 du 4 septembre 2024,

Vu les instructions de l'INSEE relatives à l'organisation du recensement de la population 2026 ;

Vu la nécessité de recruter des agents recenseurs et de désigner des coordonnateurs pour assurer la collecte sur le territoire communal ;

Considérant que la commune est concernée par la campagne de recensement organisée par l'INSEE du **15 janvier au 14 février 2026**, conformément au calendrier national ;

Considérant que le recensement permet de déterminer la population légale de la commune, base essentielle pour le calcul des dotations de l'État, la planification des équipements publics et l'organisation des services ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents recenseurs pour assurer la collecte des données auprès des habitants ;

Considérant qu'il convient de désigner des coordonnateurs d'enquête pour encadrer les opérations de recensement et assurer le lien avec l'INSEE ;

Le CONSEIL MUNICIPAL, ouï l'exposé de son rapporteur, après en avoir délibéré, à **L'UNANIMITÉ des suffrages exprimés** :

- **AUTORISE** la création de huit postes d'agents recenseurs pour assurer les opérations de recensement de la population 2026.
- **DÉCIDE** que chaque agent recenseur percevra une rémunération forfaitaire de 1 600€ net, versée à l'issue des opérations de recensement, au prorata du travail effectivement réalisé ainsi qu'une prime de 150 € pour la qualité et la complétude des travaux effectués.
- **AUTORISE** la désignation de deux coordonnateurs communaux, parmi les agents de la collectivité, qui percevront des indemnités horaires pour heures supplémentaires (IHTS), conformément à la réglementation en vigueur.
- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre toute décision et à signer tout document relatif à la campagne de recensement 2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



Copie conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Anne-Marie WANIART

La secrétaire
Séverine VILLETTE